



**PRÉFET  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Préfecture**  
**Service de la coordination  
des politiques publiques**  
**Bureau des procédures environnementales**

**Arrêté préfectoral de levée de mise en demeure – Société ENVIE 2E LORRAINE à  
TOUL**

**N° 2022-1426**

LE PRÉFET DE MEURTHE ET MOSELLE  
Chevalier de la légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, et notamment les articles L. 171-6, L. 171-7 et L. 171-8, L. 511-1, L. 512-7 et R. 543-162, L. 541-2, L. 541-2-1, L. 541-22, R. 543-164 ;

**Vu** la loi du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

**Vu** le récépissé 2015-0423 du 29 juillet 2015 accusant réception à la société ENVIE 2E LORRAINE de sa déclaration du 17 juillet 2015 relative à la mise en service des installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, de déchets non dangereux non inertes et de traitement de déchets non dangereux à Toul ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est, référencé AN/NW/338-2022 en date du 7 mars 2022, dont copie a été adressée à la société ENVIE 2E LORRAINE, par courrier recommandé avec accusé de réception, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** le courrier de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est en date du 7 mars 2022 informant la société Envie 2E Lorraine, conformément à l'article L. 171-6 du code de l'environnement, des faits qui lui sont reprochés et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2022-0524 du 12 avril 2022 mettant en demeure la société Envie 2E Lorraine de satisfaire aux prescriptions relatives au comportement du bâtiment abritant l'installation D 3E et de mettre en œuvre des mesures de prévention en attendant la mise en conformité ;

**Vu** le courrier en date du 19 août 2022 par lequel la société ENVIE 2E LORRAINE a transmis les justificatifs répondant aux différents points de la mise en demeure ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est référencé GK/NW/575-2022 en date du 14 octobre 2022 établissant que la société ENVIE 2E LORRAINE a satisfait à ses obligations réglementaires ;

**Considérant** que la société ENVIE 2E LORRAINE s'est conformée aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure 2020-0524 du 12 avril 2022 susvisé ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> : Levée de la mise en demeure**

La mise en demeure prise par arrêté préfectoral n°2020-0524 du 12 avril 2022 à l'encontre de la société ENVIE 2E LORRAINE est levée.

### **Article 2 : Recours**

La présente décision peut être déférée auprès du Tribunal administratif de Nancy – 5, place de la Carrière – Case Officielle n° 38 – 54 036 Nancy Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant, ce délai commençant à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application numérique « télérecours citoyens » accessible par le site Internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 3 : Exécution et information**

Le Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Monsieur le directeur de la société ENVIE 2E LORRAINE

et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Maire de TOUL

et qui sera publié sur le site internet de la préfecture de Meurthe-et-Moselle en application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Nancy, le **25 OCT. 2022**

Le préfet  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Julien LE GOFF